

- une perspective de croissance du PIB moyen de 1,7%
- un solde public moyen de moins 4% du PIB
- un ratio de dépenses publiques moyen de 55%
- une dette publique de plus de 3.000 milliards d'euros, qui se stabiliserait à 109 % du PIB.

Ainsi, l'Etat français indique clairement à la commission européenne, qu'aucune réduction de dépenses n'aura lieu, que les comptes publics continueront de se dégrader, et que seule une augmentation du PIB (par quel miracle?) serait de nature à améliorer notre déficit.

Endetté à plus de 110 % du PIB, la France ne peut même pas rembourser les intérêts de sa dette.

Alors que la BCE vient de fixer ses taux de refinancement à 3,5 %, et s'apprête même à les remonter légèrement, la France ne trouve rien de mieux que de s'endetter partiellement à taux variable, en prenant en compte l'inflation. La France semble participer à un jeu de monopoly mondial en cumulant tous les handicaps:

- un taux d'endettement exorbitant (110 % du PIB)
- un déficit public qui s'aggrave année après années
- des prélèvements obligatoires classés parmi les plus élevés du monde (plus de 44%).
- enfin une soumission absolue aux règles européennes les plus draconiennes en matière d'élaboration du prix de l'énergie, de mesures et de normes en faveur du climat.

Combien de » tours de pistes » la France pourra-t-elle encore faire à ce jeu de monopoly mondial ?

La réponse ne dépend pas de la France, mais de ses créanciers. Qui prêtera 200, 300, 400 milliards d'euros chaque année à la France, pour qu'elle puisse jouer à faire un tour de plus?

Les plus grands pays créanciers du monde, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Japon, la Chine, la Russie, ne seront plus disposés à financer les déficits de la France depuis qu'elle a aveuglément suivis les Etats Unis dans application des sanctions contre la Russie, et notamment le » gel », ou plutôt la confiscation des avoirs de la banque centrale russe, et de certains ressortissants russes.

Ces pays n'auront nulle envie de confier leur argent à la France qui n'hésitera pas, le cas échéant, à leur confisquer leurs biens en cas de désaccords politiques.

La situation de l'Europe se dégrade, celle de la France est en perdition.

Seules des agences de notations de moins en moins crédibles pourront donner le change, en dotant la France d'une note AA malgré des perspectives négatives.

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée
9 juin 2023